



Violences sexistes et sexuelles niées

Camarades attaqué.e.s

Liberté syndicale en danger

A l'heure où la parole sur les violences sexuelles et sexistes se libère, **les victimes sont toujours réduites au silence.**

Il y a près d'un an, un collectif féministe avait dénoncé **l'omerta régnant au sein de l'ENAP** par le biais de collages. Force est de constater que la Direction de l'Administration Pénitentiaire ne tire aucune leçon des événements et des enseignements riches qu'ont apporté les mouvements #Metoo ou Times Up pour ne citer qu'eux.

Le constat est là : des comportements sexistes banalisés, **plusieurs plaintes pour violences sexistes et sexuelles à l'ENAP** ces dernières années, une prise en charge des victimes en dessous de tout...

La CGT Insertion Probation a porté la parole de ces victimes et n'a cessé de rappeler l'impérieuse nécessité d'agir à l'école et dans notre administration.

La CGT IP sait.

La CGT IP suit les victimes de violences sexistes et sexuelles.

La CGT IP les écoute, les croit et les accompagne.

La CGT IP dénonce l'omerta et l'autosatisfaction de l'administration dans le traitement actuel des faits de violences sexistes et sexuelles.

Comment est remerciée la CGT IP par son administration ? Par la fermeture de son site internet, une plainte de l'ENAP pour diffamation, et, plus récemment, **la mise en examen des membres de son bureau national.**

Comment est remerciée la personne qui a souhaité que soient poursuivies les colleuses féministes du 47 et la CGT IP ? **En étant nommée Directeur de l'Administration Pénitentiaire.**

Cet épisode marque une nouvelle étape dans **l'atteinte à la liberté syndicale** et la **répression** mise en place par le Gouvernement à l'égard des forces syndicales, associatives et progressistes.

Nous martelons avec force qu'il est **indispensable** que la lutte contre les violences sexistes et sexuelles devienne une véritable **priorité de la politique pénale**. Elle doit également devenir une **réalité** au sein des services de l'Etat et, qui plus est, d'une des directions du Ministère de la Justice.

Camarades, vous avez notre **soutien**. Car nous aussi, nous savons. Nous savons qu'il est plus simple d'attaquer le lanceur d'alerte que de prendre les problèmes à bras le corps.

Camarades, nous vous remercions. **Nous vous remercions d'avoir choisi de défendre les victimes.** Votre combat n'est pas vain.

La CGT IP 93 exige le retrait de la plainte et le respect de la liberté syndicale constitutionnellement protégée.

La CGT IP 93 exige que le traitement des violences sexistes et sexuelles commises au sein de l'Administration pénitentiaire fassent l'objet d'une véritable réflexion par celle-ci.

La CGT IP 93 exige que notre Administration incarne les valeurs d'égalité femme-homme qu'elle prétend défendre.

Fait à Saint-Denis, le 06/06/2024